

7 janvier 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la régulation du capitalisme, une nouvelle gouvernance internationale et sur l'identité nationale, à Paris le 7 janvier 2010.

Monsieur le Premier ministre du Portugal, cher José,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Cher Eric,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi avant toutes choses d'exprimer ma profonde tristesse à l'annonce du décès de Philippe Séguin, Premier Président de la Cour des Comptes et ancien Président de l'Assemblée Nationale.

Philippe Séguin a occupé pendant 30 ans une place centrale dans notre vie publique. Il aimait les idées, il aimait les mots qui les portent. Il les défendait avec passion et sans jamais la moindre bassesse.

Il était né à Tunis. Il était le fils d'un héros mort au combat et d'une mère institutrice. Il était le pur produit de cette République du mérite qu'il chérissait et qu'il avait mis d'emblée au coeur de sa pensée et de son action politiques. Son amour de la République était inséparable de son amour de la France, de sa haute idée de l'État.

Le Gaullisme, avec lui, avait gardé quelque chose de vivant. Le mot lui allait comme une évidence.

Philippe Séguin avait ses défauts, ses faiblesses, ses emportements mais rien, absolument rien de ce qu'il disait, rien de ce qu'il entreprenait n'était médiocre.

Il avait des convictions.

Il avait de la hauteur de vue.

Il avait du talent.

Il était mon ami, un ami très proche.

Il va nous manquer beaucoup et au moment où je parle, je pense à sa femme, à ses enfants et bien sûr à tous ceux qui l'aimaient.

Je veux maintenant remercier Eric Besson pour l'organisation de cette deuxième session du Colloque sur le nouveau monde et le nouveau capitalisme.

Cette réflexion collective a été engagée au coeur d'une crise sans précédent qui annonce l'émergence d'un nouvel ordre économique mondial. Cette réflexion est nécessaire parce que tout doit être repensé et qu'il nous faut changer nos idées et nos comportements.

Je suis très heureux d'être aux côtés de José. Il a dit qu'il était socialiste. Je ne le suis pas mais il se trouve que l'on est d'accord à peu près sur tout. C'est donc bien que cette grille de lecture n'est plus adaptée à la situation. José veut moderniser son pays, je veux moderniser le mien et quand tout semblait s'effondrer, nous qui sommes profondément Européens, nous nous sommes dit « on ne va pas mettre d'un côté ceux de gauche, de l'autre ceux de droite », mais « on va mettre d'un côté ceux qui se tournent vers l'avenir et de l'autre ceux qui restent sur le passé ». C'est comme cela que l'on a fait bouger les choses et je suis très fier José que tu sois là. Depuis deux ans et demi, je n'ai pas souvenir d'un point de divergence entre nous. Je n'en ai pas souvenir parce que le débat européen permet de hausser un peu le niveau par rapport aux débats

... parce que le débat européen permet de discuter en plus le mieux par rapport aux débats nationaux qui sont empêtrés dans des ambitions partisans normales. José a bien voulu dire qu'il fallait de l'ouverture d'esprit pour l'inviter. Non ! Il en fallait pour venir. Le sectarisme n'a plus lieu d'être. Pourquoi être sectaire avec des idées du siècle dernier alors que nous avons besoin d'inventer les idées de ce siècle ? C'est donc en ami que je t'accueille ici et je partage ce point de vue qui est le tien. Ce n'est pas parce que la croissance redémarre qu'il faut arrêter de réfléchir aux leçons à tirer de ce qui s'est passé.

Quand tout change, quand les repères les plus sûrs s'effacent, quand ce qui est le plus évident cesse de l'être, quand ce sont les principes, la morale, les représentations qui se trouvent mises en cause, alors il ne faut pas seulement réformer mes chers amis, il faut refonder et pour refonder, on ne peut pas faire l'économie du débat.

Il faut réfléchir ensemble pour pouvoir décider ensemble.

Il y a deux catégories de gens :

- Ceux qui acceptent de parler, de débattre avec ceux qui ne partagent pas leurs idées, leurs opinions, leurs croyances. D'ailleurs si l'on ne débat qu'entre gens qui sont d'accord, le débat s'arrêtera rapidement. Etre d'accord sur quoi ? Qui peut dire que les choses sont évidentes ?
- Et puis il y a ceux qui restent enfermés dans leurs certitudes, leurs a priori, qui préfèrent caricaturer, disqualifier, discréditer ceux qui ne sont pas d'accord avec eux plutôt que de discuter,.

José, sais-tu ce qui se serait passé en France à l'issue de la seconde guerre mondiale si en 1945 chaque parti n'avait pas accepté de discuter avec les autres, si chacun n'avait pas accepté de faire un pas vers les autres, si chacun n'avait pas accepté de s'ouvrir à des idées qui n'étaient pas les siennes ? Le programme du Conseil National de la Résistance n'aurait jamais vu le jour et sans doute n'aurions-nous pas connu les Trente Glorieuses !

Que sera le monde de demain ? Comment l'Europe, notre Europe va-t-elle y trouver sa place ? Comment la France tiendra-t-elle son rang ? Comment allons-nous préserver notre art de vivre, notre façon de penser, notre culture ? Comment ferons-nous prendre en compte des idéaux au service d'un monde plus régulé, plus juste, plus humain, bref plus civilisé ? Ce n'est pas une affaire de gauche et de droite. Cela serait trop simple et trop caricatural. Cela concerne 6 milliards d'individus pour le XXI<sup>e</sup> siècle. On ne va pas résoudre ce problème avec les idéologies du XX<sup>e</sup>. Ce sont des questions auxquelles nous devons répondre. Nos certitudes ont volé en éclats et ce serait méconnaître la nature profonde de cette crise que de réduire cette crise à un accident conjoncturel. C'est un premier point essentiel d'analyse et de débat. De notre point de vue, la crise que nous avons connue est structurelle, elle n'est pas conjoncturelle.

C'est une crise systémique, la crise d'une mondialisation, d'une finance, d'une économie insuffisamment régulées. Et on peut ne pas être socialiste et affirmer cette idée.

A-t-on déjà oublié la gravité de la crise, a-t-on déjà oublié sa profondeur ? A-t-on déjà oublié que l'on n'a évité le pire que grâce à l'intervention absolument massive des États pour empêcher l'effondrement ? J'ai gardé le même souvenir du Sommet de Paris, José. Tout s'écroulait. Et même les banques centrales étaient contentes de trouver les États parce que les marchés, les fameux marchés, ne croyaient plus en la parole de personne. A l'exception des États. Mais je vous le dis, si la crise devait repartir, les États ne seraient plus la digue qu'ils ont été dans la crise que nous venons de connaître. Parce que nous avons utilisé la plus grande part de nos marges de manoeuvre. Et c'est la raison pour laquelle il serait suicidaire d'arrêter de soutenir la reprise. Si l'on a réussi à éviter le pire, ce n'est pas pour recommencer comme avant. Nous ne voulons pas que cela reparte comme avant. Qu'est ce que cela veut dire ?

Nous ne voulons plus de parachutes en or. J'accepte les gros salaires, cela ne me gêne pas, mais en échange d'un gros salaire, il faut une grosse responsabilité. Si on est garanti par un parachute, que l'on réussisse ou que l'on échoue, alors ce n'est pas une grosse responsabilité.

Des bonus exorbitants, mettez-vous à notre place... Il y a un an, on nous demande d'intervenir pour sauver des banques. Et je ne parle pas spécialement des banques françaises, qui se sont plutôt mieux comportées que les autres. Il y a un an, on nous demande d'intervenir pour sauver des banques. Des banques que nous sauvons avec l'argent du contribuable, nous devons le faire.

Un an après on nous explique, de l'autre côté de l'Atlantique, qu'il faut verser des bonus de plusieurs milliards de dollars ? Qui peut le comprendre et qui peut l'accepter ? En tout cas nous, nous ne l'accepterons pas. Et je salue l'initiative du Premier ministre socialiste anglais, de taxer les bonus avec nous. Mais qui peut accepter cela ? Quand on fait des bénéfices avec l'argent public, il est normal que ces bénéfices soient réinvestis en fonds propres et non pas distribués en bonus.

D'ailleurs, il y a encore un an, on m'expliquait : « mais enfin, Nicolas, il est impossible de taxer ceux qui sont responsables de la crise ». Mais je ne comprends pas : on trouve facilement la liste pour les bonus et on trouve difficilement la liste pour les malus. Cela devrait être les mêmes. Et nous avons fait en France un système de bonus et de malus. J'en remercie Christine Lagarde. Le bonus sera payé sur trois ans. Comme cela, si après une année de bénéfices il y a des problèmes, on coupe dans les bonus qui ont été versés.

Les paradis fiscaux, réfléchissons ! A quoi sert-il, dans nos pays, au Portugal, en France, ailleurs de faire des règles dites « prudentielles », des règles d'organisation du bilan, si dans le même temps les sociétés que l'on contrôle en France ou au Portugal, peuvent s'exonérer de toute règle en ouvrant des filiales dans les paradis fiscaux ? C'est inacceptable.

La spéculation. Nous voulons un capitalisme de production, pas un capitalisme de spéculation. Les effets de levier extravagants, l'obsession du profit à court terme et je le dis, le désordre monétaire qui est devenu inacceptable. On ne peut pas se battre, nous, en Europe, tu l'as dit José, pour améliorer la compétitivité de nos entreprises, - je le dis devant mon ami le ministre des Affaires étrangères brésilien, chacun sait l'alliance entre le Brésil et la France -, on ne peut pas gagner de la compétitivité dans nos entreprises en Europe, et avoir un dollar qui perd 50% de sa valeur par rapport à l'euro. Comme on fabrique en zone euro et qu'on vend en zone dollar, autant dire que l'on renonce à tout vendre. Je le dis devant Joseph STIGLITZ, et vous savez combien je me sens proche des Etats-Unis d'Amérique. Mais ce n'est pas possible. Le monde est devenu multi-polaire, le système monétaire doit être multi-monétaire. Bretton Woods, c'était 1945, au lendemain de la guerre, dans un monde où il y avait une économie : celle des Etats-Unis, une monnaie : le dollar, et qu'on a organisé comme cela. Est-ce que l'on est aujourd'hui au XXIe siècle dans la même situation ? La réponse est non.

Un an après la crise, tout n'est pas résolu, José l'a dit. Mais les progrès sont considérables. Le G20 a été institutionnalisé, Mesdames et Messieurs, si le système onusien avait marché comme je souhaite qu'il marche, on n'aurait pas eu à créer le G20. Le G20 n'est pas une captation de pouvoir. Nous avons dû prendre une place qui n'était pas occupée. Et comme je me reconnais dans le propos de José Socrates sur la nécessité d'un gouvernement économique de l'Europe, au fond, avec le G20, on a créé une instance internationale économique. Et grâce au G20 on a pu avancer. Vous savez très bien que j'ai toujours pensé que le G8, cela devenait ridicule. De laisser de côté le G5, le G8 invitait, à la fin de trois jours de débats, 5 petits pays : la Chine, l'Inde, l'Afrique du sud et quelques autres, le Mexique, le Brésil, à venir débattre avec nous. Qui peut penser qu'on peut régler les affaires du monde sans le Brésil et sans l'Inde ? Ce n'est pas simplement injuste, c'est absurde. Qui peut penser que l'on peut régler les affaires du monde sans un seul pays africain ? C'est atterrant qu'il ait fallu tant de temps pour arriver à ce résultat. Mais aujourd'hui nous avons au moins le G20.

Je ne partage pas l'analyse de tous ceux qui ont parlé de Copenhague, où j'étais avec José. Copenhague, c'est une révolution incomplète, mais c'est le début d'une révolution.

Le jugement sur Kyoto était unanime. Mais Kyoto, c'est 35 pays qui s'engagent. Copenhague, c'est 192 pays qui s'engagent. Et si nous n'avions pas ratifié l'accord de Copenhague, on laissait les Etats-Unis et la Chine en dehors de toute règle. Donc cela progresse.

Bien sûr, il y a des questions qui n'ont pas été tranchées. L'organisation mondiale de l'environnement, la taxe carbone aux frontières, mais, José, j'espère qu'avec ton soutien, on va obtenir en Europe une taxe carbone aux frontières de l'Europe. Parce que je ne serai pas de ceux qui accepteront qu'on impose à nos industriels des contraintes environnementales fortes et justifiées et que l'on continue à importer en Europe des produits fabriqués par des pays qui ne

respectent aucune règle environnementale. C'est profondément injuste ! C'est un point dont nous discutons avec mes amis brésiliens et le Président LULA - pour qui, vous le savez, j'ai beaucoup d'admiration et d'amitié. Je suis contre le protectionnisme, pour la liberté du commerce, mais un commerce équitable ! Ecoutez, si nous imposons à nos fabricants d'acier, à notre sidérurgie des taxes et des contraintes, qu'on continue à faire venir l'acier de la Chine, et si la Chine n'applique pas les mêmes règles environnementales que nous, d'abord on ne protégera pas la planète et deuxièmement on créera du chômage en Europe. Ce n'est pas le but.

Je l'ai dit à la tribune de l'OIT et de l'Assemblée Générale de l'ONU, la France souhaite que les grands pays émergents soient associés à la gouvernance mondiale. Mais quand va-t-on enfin mettre sur la table la réforme du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies ! Qu'attendons-nous ? Nous sommes en 2010, cela fait 10 ans que nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle, il est peut-être temps de se doter des institutions du XXI<sup>e</sup> et pas de celles du XX<sup>e</sup> ! Et tout le monde sait que les solutions sont faciles : il faut mettre en place une réforme provisoire. Pas un membre permanent africain au Conseil de Sécurité, avec 1 milliard d'habitants, l'Inde n'est pas membre permanent, pas un seul membre permanent du Conseil de Sécurité du continent sud-américain, Rayé de la carte ! Enfin, qui peut penser que cela peut tenir ? Qui peut penser que c'est simplement raisonnable ? Il faut donc élargir le nombre des membres du Conseil de Sécurité, les membres permanents et avoir la sagesse de penser que chaque continent aura ses propres règles d'organisation pour définir ceux qui les représenteront au sein du Conseil de Sécurité. Pour les uns, ce sera l'élection, pour les autres, ce sera un système tournant, pour les troisièmes, il peut y avoir un ticket habituel. Par exemple, pour l'Asie, cela m'étonnerait qu'on puisse dire qu'on représente l'Asie sans avoir la Chine et l'Inde. Mais, de grâce, décidons ! Qu'attendons-nous ? D'être au XXI<sup>e</sup> siècle ? Que plus rien ne se passe à l'ONU ? C'est maintenant qu'il faut décider, et c'est 2010 l'année où l'on doit prendre les décisions.

J'ajoute qu'on ne peut pas prétendre gouverner le monde à partir des seules lois du commerce. C'est une erreur. Tout doit être mis en oeuvre pour faire obstacle au retour du protectionnisme. Là aussi, il nous faut savoir tirer les leçons des grandes crises du passé.

L'ouverture n'est possible que si cette ouverture se fait de façon loyale et équitable. Chacun doit avoir le sentiment que l'ouverture ne se fait pas à son détriment et qu'il est raisonnablement protégé par une concurrence loyale.

La plus sûre façon de tuer le libre-échange, c'est d'en faire une religion. C'est de ne pas regarder la réalité en face, c'est de faire semblant de ne pas voir les distorsions de concurrence, les dumpings de toutes sortes. Laisser disparaître notre cinéma au nom de la concurrence non faussée, c'est un renoncement culturel. Laisser disparaître notre agriculture ou notre industrie serait aussi un appauvrissement économique et culturel.

On est au coeur du débat sur l'identité que j'ai voulu en France et qu'Eric BESSON mène avec beaucoup d'intelligence. Pour que les crispations identitaires et l'angoisse suscitées par le sentiment d'une trop grande précarité, ne l'emportent pas sur l'esprit d'ouverture, il ne faut pas que le monde ne soit régi que par le droit du commerce et par la seule logique marchande. Ce que la France propose, c'est que le droit de la santé, le droit de l'environnement, les droits sociaux fondamentaux soient mis à égalité avec le droit du commerce par le système de la question préjudicielle.

Moi je ne comprends pas : nous avons une organisation internationale du travail, qui a édicté 8 normes - normes, pas lois, normes. Pourquoi ne pas décider que les pays membres de l'OIT, grosso modo ceux qui sont membres des Nations Unies, décident qu'un pays qui ne respecte pas les 8 normes sociales fondamentales n'a plus accès au financement du FMI ? Je ne dis pas qu'il faut un modèle social unique. Dans les normes, par exemple on ne fait pas travailler les enfants, on ne fait pas travailler les prisonniers, il y a égalité entre les droits de la femme et les droits de l'homme. C'est simple, ce sont les mêmes qui sont membres des mêmes organisations, et si tout d'un coup, on respectait les règles qu'on adopte dans une organisation et dans l'autre ? On est membre de la FAO, on dit « il faut développer l'agriculture » et on est membre de l'OMC, on dit « il faut tuer une partie de l'agriculture ». Qui peut comprendre cette logique ? Qui peut l'accepter ? Personne. Personne.

. . . . .

Le désordre financier constitue une menace latente tant les habitudes de comportement et de pensée ont la vie dure. Et je le dis de la façon la plus claire : nous ne serons pas silencieux devant le comportement de certains Etats qui ne respecteraient pas les règles qui ont été fixées par le G20, sur les normes comptables notamment. Au G20, on a décidé, il faut maintenant appliquer.

Quant au désordre monétaire, j'en ai dit un mot, c'est un très grand chantier qu'il faudra ouvrir. Enfin, je voudrais vous faire part d'une double conviction.

La première, c'est qu'il n'est pas temps de faire l'inventaire des difficultés qui peuvent faire obstacle au changement, il est temps d'agir. Comme le disait José, le rôle d'un homme d'Etat n'est pas simplement d'aller dans les colloques pour dire ce qu'il faudrait faire, parce que les gens qui nous regardent disent : « ah bon c'est bien, pourquoi tu ne le fais pas puisqu'il faudrait le faire ? » Le conditionnel peut être le temps de l'intellectuel, le conditionnel ne peut pas être le temps de l'homme d'Etat. S'il le dit, il doit le faire, s'il le pense il doit le dire.

Et bien sûr c'est ce que nous avons essayé de faire. Je me battraï pour que les engagements soient tenus.

Et je souhaite que la France précède le mouvement, et non qu'elle se contente de le suivre.

Quand il y a eu l'affaire des bonus, une grande partie de mes propres amis m'ont dit, - alors que j'étais en vacances, au mois d'août -, « Ah je t'en prie, ne fais pas d'erreurs, pense à la concurrence, si tu prends des décisions nationales, les traders vont partir. » Franchement quand je vois le bilan, il y en a certains que je n'étais pas prêt à retenir. Je me suis dit, dans le fond, quelle crédibilité de la France à la table des sommets internationaux si je demande aux autres de faire ce que l'on n'était pas capable de faire ? Avec Christine LAGARDE, le Premier ministre François FILLON, nous avons donc décidé dès août, l'année dernière, de faire une législation nationale. Et nous avons été au Sommet de Pittsburgh en disant « voilà, nous ne vous disons pas ce qu'il faudrait faire, mais ce que nous avons fait. » Et les autres nous ont suivis. Et c'est tout le problème de l'Europe aussi. Trop suiviste, à attendre que les autres fassent. Comme les autres attendent aussi ce que l'on fait, on peut attendre longtemps. On doit faire, et le mouvement s'engagera.

C'est comme cela que la France sera fidèle à elle-même.

Et puis une dernière conviction : non seulement les Nations ne vont pas disparaître, mais elles vont jouer un plus grand rôle dans l'économie mondiale. C'est une idée sur laquelle je voudrais me battre en cette année 2010.

Dans la crise, les Nations ont retrouvé leur rôle protecteur. C'est très curieux tout cela, certaines entreprises et certaines banques affirmaient qu'elles n'avaient plus de nationalité. Banques mondiales, entreprises mondiales, globales, c'est curieux. Quand le vent a soufflé plus fort, elles ont retrouvé spontanément leurs racines nationales. C'est curieux, quand il y a le partage des bénéfices, on est global, quand il y a des problèmes, on trouve très facilement le guichet national pour éviter la faillite. Là, nous n'étions plus dans l'entreprise sans nationalité.

Pas une ne s'est trompée de guichet.

Pas une n'a frappé à la mauvaise porte.

José tu as parlé de l'Etat, je pourrais te rejoindre. Je veux parler de la Nation.

C'est comme si la crise avait révélé les nationalités que la mondialisation avait semblé condamner.

C'est comme si la crise mettait en lumière que le pacte social et le pacte civique sont étroitement liés à la Nation. Il n'y a pas de pacte social et de pacte civique sans la Nation.

C'est dire qu'entre la nouvelle gouvernance mondiale qui se met en place, l'Europe qui se construit - et je partage ton point de vue, José, qu'il faut aller vers plus d'Europe -, les grandes métropoles dont on a besoin aussi, la Nation a cependant toute sa place parce qu'elle est porteuse de valeurs, de culture, d'identité, et que la diversité est un moteur du progrès. Mais si la diversité est un moteur du progrès, ne fuyez pas l'identité, car sans identité il n'y a pas de diversité. Comme il est étrange ce débat où tout le monde est d'accord pour la diversité et où tant ont peur de l'identité. « L'identité n'est pas une pathologie » disait Levi- Strauss.

Il n'y a pas de diversité sans identité. Et l'identité est liée bien sûr à la Nation. L'uniformité n'a pas d'avenir et je voudrais vous faire partager cette conviction que l'avantage concurrentiel se forge en tirant le meilleur parti de soi-même, non en imitant les autres. C'est cela l'avantage concurrentiel, il n'est pas dans l'imitation pâle d'un prétendu modèle. Il est dans la capacité à donner le meilleur de soi-même.

Raison de plus pour que nous discutons de notre identité. Notre place dans le monde dépendra demain de la confiance que nous aurons en nous-mêmes, dans les valeurs qui nous unissent, dans notre culture, dans notre capacité à dessiner un avenir commun.

Serons-nous capables de promouvoir une idée ouverte, généreuse de la Nation, et de partager sa souveraineté parce que nous saurons assumer notre identité, parce que nous en serons assez fiers pour ne pas avoir peur de la perdre en nous ouvrant aux autres ? C'est ceux qui ont une identité forte qui n'ont pas peur de s'ouvrir aux autres. C'est ceux qui ont une identité faible qui tremblent à l'idée de s'ouvrir. Le débat sur l'identité est majeur, avec une identité forte, on n'a pas peur des autres, avec une identité fragile, on a peur de tout ce qui semble différent. C'est la question qui se pose à la France, vieille Nation construite par la volonté sans cesse renouvelée de tant de générations à travers les siècles.

C'est la question qui se pose à toutes les Nations du monde, exposées comme à chaque période de crise, à la tentation de l'égoïsme national.

C'est dire que le débat sur l'identité nationale n'est pas un débat tourné vers le passé mais un débat tourné vers l'avenir, vers la construction du monde qui vient. Le monde qui vient, c'est l'affaire d'identités fortes qui se comprendront et qui se respecteront. Ce n'est pas un monde aplati où tout le monde perdra son identité, sa culture, ses valeurs, son identité personnelle. C'est dire que le débat sur l'identité nationale n'est pas le prélude à un repliement, à une fermeture mais qu'il est, au contraire, la condition de l'ouverture. Mais comment tant de gens intelligents ne comprennent-ils pas cela !

Hier, nos valeurs, notre modèle social, qui est si lié à notre identité, semblaient condamnés à être en décalage de plus en plus grand avec la marche du monde.

Aujourd'hui, les voilà qui apparaissent de plus en plus en adéquation avec les attentes des peuples, avec les nécessités de l'époque, avec ce besoin qui s'exprime partout d'une exigence morale et d'un nouvel humanisme.

Le débat sur notre identité, c'est un débat pour être au rendez-vous de l'histoire qui est en train de s'écrire.

Ce n'est pas seulement une question d'immigration bien sûr, ce n'est pas seulement une question de religion naturellement. C'est une question de langue, de culture, d'art, de science, d'éducation, de société, d'économie. C'est au fond une question de civilisation.

La force de notre identité, c'est notre plus grand atout face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Alors ce débat, c'est bien mal me connaître que d'imaginer que nous allons l'arrêter. Au contraire, nous allons le poursuivre, l'enrichir, l'amplifier, afin que pour chaque Français les mots « Nation » et « République » reprennent tout leur sens, pour chacun, quelle que soit son origine, quel que soit le quartier que l'on habite, quel que soit le milieu social où l'on est né. Parce que c'est ainsi que nous serons forts, c'est ainsi que nous serons prospères, c'est ainsi que nous serons unis.

Mesdames et Messieurs,

Vive la France,

Vive la République.